



UNHAPPY MEAL

1 milliard d'euros d'évasion fiscale au menu chez McDonald's

UNHAPPY MEAL

1 milliard d'euros d'évasion fiscale au menu chez McDonald's



Préface

Le présent rapport est le résultat du travail d'une coalition de syndicats européens et américains représentant plus de 15 millions de travailleurs dans différents secteurs de l'économie dans 40 pays et de War on Want, une organisation de campagne contre la pauvreté basée au Royaume-Uni. Les membres de la coalition œuvrent en faveur d'une économie fondée sur des emplois décents et un système fiscal équitable et progressif au niveau mondial, national et de l'UE. C'est la première fois que nous unissons nos efforts pour présenter un exemple d'évasion fiscale des sociétés, un problème majeur qui met en péril l'avenir de la démocratie et l'État-providence.

Presque tout le monde connaît quelqu'un qui travaille ou qui a travaillé pour l'un des 7 850 restaurants européens de McDonald's. Bien que McDonald's se présente comme un pourvoyeur d'emplois essentiels, en particulier pour les jeunes, les travailleurs de cette société sont souvent soumis à des contrats précaires assortis d'une rémunération peu élevée et de maigres perspectives en matière de stabilité ou d'avancement. Au Royaume-Uni, par exemple, la vaste majorité des 97 000 travailleurs de McDonald's sont engagés dans le cadre de contrats « zéro heure », des contrats d'embauche sans nombre d'heures garanti ou d'horaire stable.

Si les mauvaises conditions de travail chez McDonald's sont bien connues, le présent rapport est le premier à aborder la situation fiscale de la société. Il s'appuie sur des données tirées des états financiers de la société et de ses filiales, ainsi que sur des articles de presse et des rapports d'étude.

Pendant que des sociétés transnationales comme McDonald's évitent de payer des impôts en Europe, les travailleurs du secteur public voient leurs salaires réduits, tandis que des infirmiers et des travailleurs sociaux risquent de perdre leur emploi. En réalité, plus de 56 000 postes d'inspecteurs des impôts ont été supprimés à travers l'UE, précisément au moment où leur rôle est le plus crucial pour enquêter sur des sociétés telles que McDonald's. Le présent rapport fournit de nouveaux arguments pour encourager les gouvernements, les parlements et la Commission européenne à mettre en lumière ces pratiques, à responsabiliser les sociétés qui s'adonnent à l'évasion fiscale et à entamer un véritable dialogue démocratique permettant d'aboutir à des réformes approfondies et au rétablissement de la confiance dans un système fiscal équitable, progressif, transparent et efficace.

Depuis 2005, Change to Win plaide au nom des travailleurs et des citoyens en faveur de la protection des consommateurs, de l'accès aux soins de santé, de l'équité fiscale et d'autres protections qui permettront de remettre la classe moyenne sur pied. Nous remercions l'équipe de chercheurs de Change to Win pour avoir compilé ces données et nous espérons que ce rapport permettra de mettre la justice fiscale au menu chez McDonald's.

FSESP, EFFAT, SEIU et War on Want
Bruxelles, le 24 février 2015

Table des matières

	6	NOTE DE SYNTHÈSE
7		LES PLUS GRANDS MARCHÉS EUROPÉENS DE MCDONALD'S
	8	INTRODUCTION
	9	FRANCHISES ET REDEVANCES
	11	STRUCTURE LUXEMBOURGEOISE
	12	IMPACT FISCAL
14		RECOUVREMENT PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE
	16	RECOUVREMENT PAR LES DIFFÉRENTS PAYS
	20	CONCLUSION
	22	NOTES

Note de synthèse

McDonald's est l'une des marques les plus connues au monde, avec 36 000 restaurants servant environ 69 millions de clients chaque jour¹. L'enseigne McDonald's emploie 1,9 million de personnes, ce qui en fait le deuxième plus grand employeur du secteur privé dans le monde². McDonald's a ouvert son premier restaurant en Europe aux Pays-Bas en 1971. Depuis lors, McDonald's a développé ses activités pour devenir la plus grande société de restauration rapide en Europe, avec 7 850 restaurants³ et des ventes à l'enseigne de 20,3 milliards d'euros en 2013⁴. La division européenne de McDonald's rapporte également d'importants bénéfices à la société, dans la mesure où près de 40 pour cent de ses recettes d'exploitation ont été enregistrées en Europe en 2013⁵.

En 2009, McDonald's a restructuré son entreprise, ce qui lui a permis d'obtenir des milliards d'euros de redevances grâce à ses opérations en Europe. Les conséquences de cette restructuration sont les suivantes :

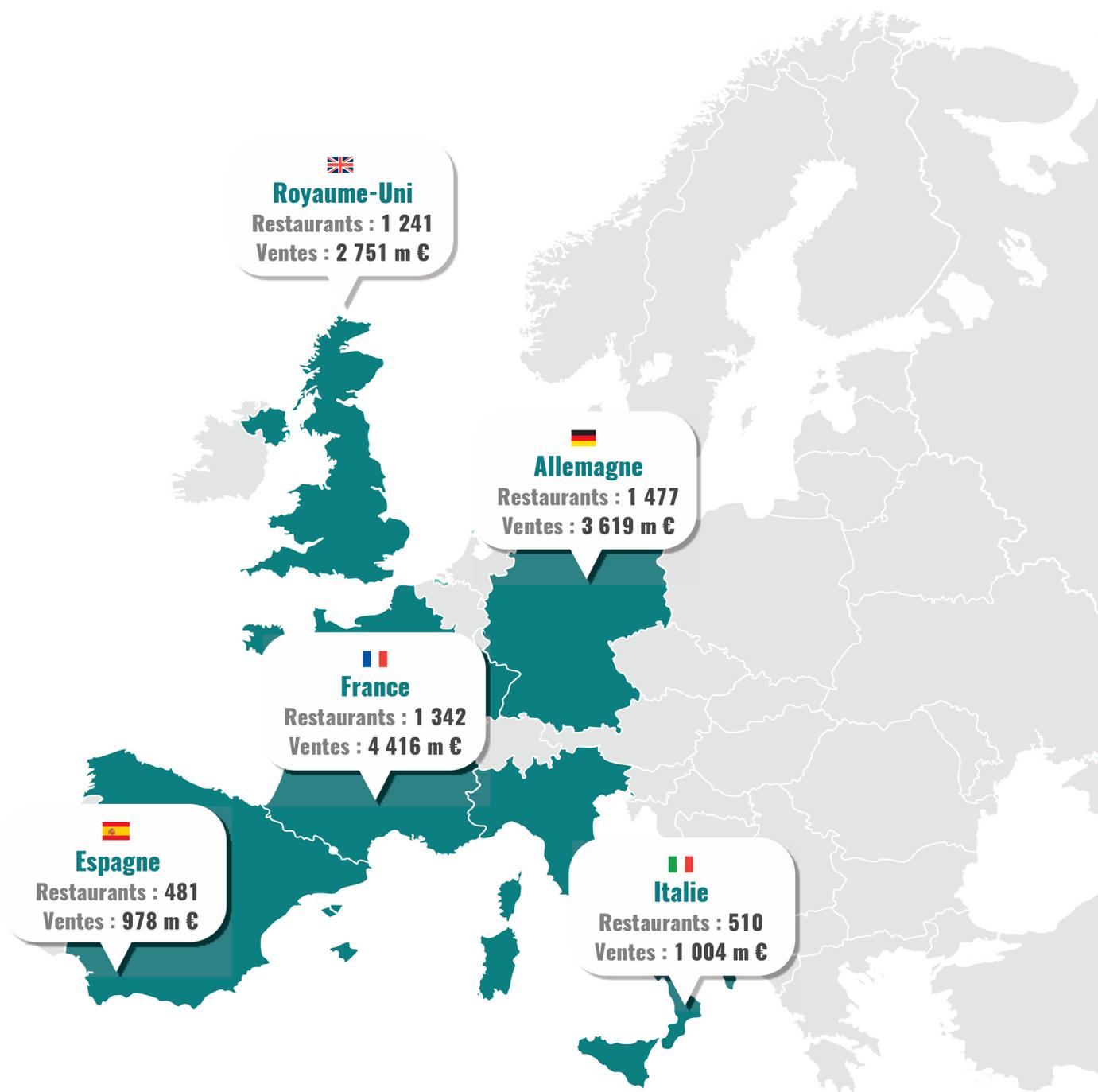
- La création de McD Europe Franchising Sàrl, une holding possédant des droits de propriété intellectuelle basée au Luxembourg et dotée d'une succursale en Suisse, tout de suite après la décision du Luxembourg de modifier sa politique fiscale, afin de permettre aux entreprises de bénéficier de réductions significatives de leur taux d'imposition sur les revenus issus de la propriété intellectuelle ;
- Le déplacement du siège européen de McDonald's de Londres à Genève, qui aurait été opéré pour des raisons fiscales ; et
- l'envoi de milliards d'euros de redevances depuis ses activités européennes vers McD Europe Franchising Sàrl.

En conséquence, McDonald's a pu procéder à une optimisation agressive et potentiellement abusive de sa structure, ce qui lui a permis d'éviter de payer des montants élevés d'impôts sur le continent. Ces stratégies d'optimisation fiscale auraient coûté aux gouvernements européens plus d'un milliard d'euros de recettes fiscales entre 2009 et 2013.

Le présent rapport décrit en détail les stratégies d'évasion fiscale adoptées par McDonald's en Europe et évalue leur impact en matière d'économies d'impôts pour la société dans l'ensemble de l'Europe et sur de grands marchés tels que la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Il recommande également des mesures que pourraient prendre la Commission européenne et les États membres, afin d'enquêter sur l'éventuelle illégalité des systèmes fiscaux de McDonald's en Europe et d'encourager la transparence et le respect des obligations fiscales par les sociétés transnationales.

Les plus grands marchés européens de McDonald's

Cette carte illustre les ventes à l'enseigne, le nombre de restaurants et le classement des activités de McDonald's sur les cinq plus grands marchés européens. Ventes à l'enseigne en 2013 en millions d'euros. Nombre de restaurants en janvier 2015.



Introduction

Depuis le début de la crise financière en 2007-2008, le chiffre d'affaires de McDonald's a augmenté de près de 20 pour cent⁶ en Europe, alors que l'Europe est sur le point d'entrer dans sa troisième récession en six ans. Dans la plupart des pays de l'Union européenne, le PIB par habitant est toujours inférieur aux niveaux d'avant la crise et le taux de chômage demeure élevé partout en Europe. En décembre 2014, le taux de chômage dans la zone euro a atteint 11,4 pour cent et plus de 20 pour cent⁷ chez les jeunes. Afin de réduire leur dette et leur déficit, de nombreux pays européens ont pris de rigoureuses mesures d'austérité, dont des coupes significatives dans des services publics essentiels, ce qui a placé le fardeau de l'équilibrage des budgets publics sur les épaules des membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société⁸. Dans le même temps, les sociétés transnationales telles que McDonald's ont mis au point des systèmes leur permettant d'éviter de payer leur part équitable d'impôts.

La récente divulgation de centaines de documents au Luxembourg – des documents qui ont révélé les mécanismes utilisés par les sociétés transnationales pour éviter de payer leurs impôts – a relancé le débat sur l'évasion fiscale des entreprises en Europe. Ces documents, divulgués par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) illustrent la complexité des structures d'entreprises et les accords fiscaux secrets que plus de 300 sociétés, telles que Pepsi, IKEA et FedEx, ont conclus au Luxembourg, afin de réduire leurs impôts et d'économiser des milliards d'euros⁹.

Ces révélations surviennent dans le sillage de plusieurs enquêtes lancées par la Commission européenne sur ce type d'accords secrets. En juin 2014, la Commission a ouvert des enquêtes officielles sur les accords fiscaux signés entre la société automobile italienne FIAT et le Luxembourg¹⁰. Plus tôt cette année, la Commission a également révélé les premières constatations de son enquête sur le vendeur en ligne mondial Amazon, laissant entendre que l'accord fiscal conclu par la société au Luxembourg pourrait enfreindre les règles de concurrence de l'Union européenne¹¹. En décembre 2014, la Commission a élargi son enquête sur les rescrits fiscaux nationaux, notamment les régimes applicables aux biens incorporels, à tous les États membres¹².

McDonald's fait l'objet d'un contrôle réglementaire sur ses pratiques fiscales depuis qu'elle a modifié sa structure commerciale en Europe. Cette nouvelle structure aurait été créée de sorte à réduire au minimum les impôts à payer par la société. Fin 2013, les autorités françaises ont lancé une enquête sur McDonald's pour évasion fiscale en France¹³ et des articles de presse laissent entendre que la Commission européenne enquêterait également sur la société pour avoir utilisé des filiales au Luxembourg dans le but de réduire les impôts à payer sur ses recettes européennes¹⁴. Dans ses déclarations de revenus pour le troisième trimestre de 2014, McDonald's a dû faire face à la surveillance accrue de ses pratiques fiscales et déclarer des charges d'impôt supplémentaires de 204 millions d'euros en raison de rescrits fiscaux défavorables et d'un contrôle de progressivité sur les marchés internationaux. Il semblerait donc que ces enquêtes fiscales commencent à se traduire en de réelles conséquences pour la société¹⁵.

Franchises et redevances

Le modèle de franchise de McDonald's

La rentabilité de McDonald's repose sur son modèle de franchise, dans le cadre duquel des recettes importantes sont obtenues à l'aide du versement des redevances et des loyers par les franchisés, plutôt que via l'exploitation directe des restaurants. En Europe, plus de 73 pour cent des restaurants McDonald's sont exploités par des franchisés¹⁶.

La franchise est un système dans le cadre duquel des parties distinctes, un franchiseur et ses franchisés, signent un accord permettant aux franchisés d'acheter le droit d'utiliser le concept du franchiseur, son nom commercial, son savoir-faire et d'autres propriétés industrielles ou intellectuelles. Le franchiseur apporte également une aide commerciale et technique à ses franchisés¹⁷. Les franchisés paient généralement au franchiseur des frais initiaux pour pouvoir participer au système de franchise. Ils paient également des redevances, parfois appelées redevances pour la prestation d'un service, qui sont généralement calculées selon un pourcentage des ventes.

Les redevances perçues par McDonald's auprès de ses franchisés

McDonald's semble imposer uniformément à ses franchisés européens une redevance de cinq pour cent de leurs ventes¹⁸. De plus, McDonald's contrôle généralement les biens immobiliers de ses restaurants franchisés, les franchisés devant payer un loyer à la société en plus des redevances. Dans certains pays européens, McDonald's perçoit également des redevances auprès de ses restaurants. La société fait ainsi payer à ses propres filiales nationales le droit de gérer des restaurants McDonald's¹⁹.

En revanche, aux États-Unis, les franchisés McDonald's paient une redevance de quatre pour cent à McDonald's USA, LLC. Cette entité paie ensuite une redevance de seulement deux pour cent au groupe McDonald's pour l'utilisation du système et de la marque de McDonald's par ses franchisés et ses restaurants²⁰. McDonald's USA, LLC conserve les deux pour cent de ventes résiduels, ce qui lui permet de réinvestir sur le marché et d'offrir des services de soutien à ses franchisés en permanence. En Europe, les filiales qui opèrent au niveau national se voient apparemment imposer une redevance de cinq pour cent au nom de leurs franchisés et de leurs restaurants à payer à des filiales étrangères de McDonald's généralement situées dans des juridictions où le taux d'imposition est plus faible. Il semblerait que McDonald's ne conserve aucune part des redevances collectées auprès des franchisés pour leur offrir des services²¹.

Si la redevance de deux pour cent payée par McDonald's USA, LLC est versée à une autre entreprise américaine en tant que titulaire ultime de la propriété intellectuelle, l'ensemble du montant de cette redevance de quatre pour cent sera soumis à l'impôt des sociétés aux États-Unis. En Europe, en revanche, la redevance de cinq pour cent ne sera pas soumise à l'impôt sur le revenu des sociétés dans le pays où elle a été générée. Si la redevance est payée à une filiale étrangère située dans un pays où le taux d'imposition est faible, cette redevance pourra être imposée à un taux très faible, voire ne pas être imposée du tout.

Le versement de ces redevances constitue un élément important de la stratégie agressive d'optimisation fiscale de McDonald's. McDonald's utilise ces redevances pour réduire considérablement les impôts qu'elle doit payer en Europe, ce qui lui permet de maximiser ses bénéfices à l'aide de taux d'imposition très faibles.

Les incidences fiscales du versement des redevances

Le versement de redevances est généralement utilisé par les sociétés transnationales pour limiter leurs obligations fiscales. Les filiales situées dans des pays où le taux d'imposition est élevé versent des redevances à des holdings de propriété intellectuelle situées dans des pays où le taux d'imposition est faible. Les redevances sont traitées comme des dépenses fiscalement déductibles dans le pays d'exploitation, ce qui permet à la société de réduire ses revenus imposables dans ce pays. Les mêmes redevances peuvent ensuite bénéficier d'un traitement fiscal préférentiel dans le pays de destination, tel qu'une imposition à un taux très faible. Il s'agit d'un mécanisme appelé « transfert de bénéfices », dans la mesure où les bénéfices imposables sont transférés des pays au taux d'imposition élevé vers des pays au taux d'imposition faible ou nul²².

De nombreux pays au faible taux d'imposition offrent des allègements fiscaux considérables sur les investissements dans la propriété intellectuelle et les redevances issues de la propriété intellectuelle. Au Luxembourg, une particularité fiscale, appelée « intellectual property box », permet de réduire le taux normal d'imposition des sociétés pour la plupart des redevances de 29,2 pour cent à 5,8 pour cent des revenus imposables²³. En Suisse, le taux d'imposition effectif pour les sociétés qui génèrent la majeure partie de leurs revenus en dehors des frontières suisses est de zéro à douze pour cent²⁴. Dans le cadre de ces régimes fiscaux, l'une des structures communément utilisées par les sociétés transnationales est la création d'une holding luxembourgeoise avec une succursale suisse. Cette structure conjointe permet aux sociétés de tirer parti des arrangements fiscaux favorables des deux pays²⁵.

Dans de nombreux cas, les sociétés sont en mesure de diminuer encore davantage leur taux d'imposition au Luxembourg ou dans d'autres pays en négociant des arrangements fiscaux ou des accords préalables en matière de prix de transfert avec ces pays²⁶. Comme expliqué ci-dessus, ces types d'accords fiscaux secrets font déjà l'objet d'une enquête de la Commission européenne, dans la mesure où cette dernière estime qu'ils pourraient être contraires aux règles de concurrence européennes²⁷.

Structure luxembourgeoise

En 2008 et 2009, McDonald's a apporté deux changements significatifs à sa structure européenne, ce qui lui a permis d'optimiser de façon agressive ses arrangements fiscaux en Europe.

Tout d'abord, fin 2008, McDonald's a transféré ses droits européens de propriété intellectuelle et de franchise vers McD Europe Franchising Sàrl, une filiale de McDonald's basée au Luxembourg avec des succursales en Suisse et aux États-Unis. McDonald's est ainsi parvenue à créer une structure artificielle à l'activité économique réelle limitée. La société a reçu 833,8 millions d'euros de redevances en 2013, alors qu'elle n'employait que treize employés, sans qu'aucun investissement dans la recherche et le développement n'apparaisse dans ses comptes annuels²⁸.

Ensuite, en juillet 2009, à la suite d'une série de changements dans le traitement fiscal des redevances et de la propriété intellectuelle au Luxembourg et au Royaume-Uni, McDonald's a déplacé son siège européen de Londres à Genève. Il a été largement relayé dans la presse que cette décision visait à alléger les impôts de l'entreprise et qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'une tendance consistant à bénéficier de taux d'imposition moins élevés. McDonald's a déclaré par le biais d'un porte-parole que cette décision lui permettrait de gérer de manière stratégique des droits essentiels de propriété intellectuelle, avec notamment la cession sous licence de ces droits aux franchisés de McDonald's en Europe depuis la Suisse²⁹.

Cette décision semble faire partie d'une stratégie plus globale dont le résultat est la limitation des impôts à payer aux États-Unis sur les revenus étrangers. McDonald's a révélé qu'elle avait conservé 12,6 milliards d'euros de bénéfices non distribués considérés comme investis de façon permanente dans des opérations en dehors des États-Unis, pour lesquelles elle ne déclare pas de passifs d'impôt, par rapport aux 4,9 milliards d'euros déclarés en 2008, ce qui signifie que la société a conservé 7,7 milliards d'euros supplémentaires de ses opérations à l'étranger entre 2009 et 2013.³⁰ McDonald's a retardé le rapatriement de ces milliards de recettes étrangères, ce qui lui a permis de ne pas payer d'impôt sur ces recettes dans son pays d'origine³¹.

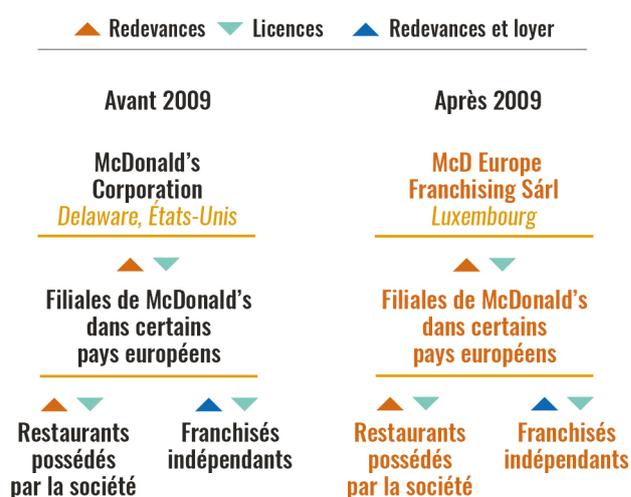
En quelques chiffres

2009 - 2013

McD Europe Franchising Sàrl

- Chiffre d'affaires : **3 708 millions €**
- Estimation des impôts économisés en Europe : **1 060 millions €**
- Impôts payés au Luxembourg : **16 millions €**
- Employés : **13**

La structure européenne supposée de McDonald's



Impact fiscal

Depuis la restructuration des opérations de McDonald's en 2009, McD Europe Franchising Sàrl est devenue l'une des plus grandes filiales de McDonald's en Europe. En cinq ans, entre 2009 et 2013, plus de 3,7 milliards d'euros de redevances ont été versés à cette entité³².

Bien qu'elle ait reçu des milliards d'euros de redevances depuis sa création, McD Europe Franchising Sàrl et ses succursales aux États-Unis et en Suisse n'ont déclaré que 3,3 millions d'euros d'impôts au total en 2013. En réalité, la partie des impôts déclarée par McD Europe Franchising Sàrl comme étant exigible au Luxembourg, le pays où est enregistrée cette entité, était étonnamment peu élevée à 3 235 euros³³.

Si McDonald's exploite pleinement sa structure afin d'éviter de payer des impôts sur l'ensemble du montant des redevances gagnées au Luxembourg, la perte de recettes fiscales pour les gouvernements européens pourrait dépasser 1,0 milliard d'euros pour la période 2009-2013³⁴. Le tableau 1 illustre les impôts que McDonald's aurait versés aux gouvernements européens si la société avait conservé les fonds pour les investir dans les communautés où elle opère au lieu de les transférer vers des pays dont le taux d'imposition est moins élevé.

Tableau 1 : Redevances reçues, impôts déclarés et estimation des impôts économisés à l'échelle européenne pour McD Europe Franchising Sàrl

2009-2013, en millions d'euros³⁵

	2009	2010	2011	2012	2013	Chiffres cumulés
Total des redevances perçues	587.8	703.4	766.8	816.1	833.8	3 707.9
Impôts estimés si les redevances étaient conservées dans des pays	161.8	193.6	211.1	244.6	229.5	1 060.1
Impôts déclarés	2.8	3.8	3.5	2.6	3.3	16.00

Il est important de noter que les redevances perçues et les bénéfices déclarés par McD Europe Franchising ont augmenté de manière significative entre 2009 et 2013, mais que ses impôts sont restés peu élevés et stables d'année en année, ce qui donne lieu à un taux d'imposition effectif en baisse pour cette période³⁶.



Peu d'informations financières sont disponibles sur bon nombre des filiales européennes de McDonald's en raison des choix de structure opérés par la société et du manque d'informations financières précises requises dans de nombreux pays européens. Le montant des impôts impayés est donc le résultat d'une estimation fondée sur les documents financiers disponibles. Il est toutefois clair que McD Europe Franchising Sàrl ne paie qu'une infime partie des impôts qu'elle aurait dû payer si les redevances étaient conservées et réinvesties sur les marchés où opère McDonald's.

Des taux d'imposition signes d'un rescrit fiscal

En 2013, le taux d'imposition effectif de McD Europe Franchising Sàrl a diminué à 1,4 pour cent³⁷. Ce taux est considérablement plus faible que ceux prévus par le régime fiscal luxembourgeois standard, même au vu du taux d'imposition généreux du Luxembourg à 5,8 pour cent pour les redevances et les recettes de propriété intellectuelle. Il semblerait donc que ces taux d'imposition extrêmement bas résultent d'un accord fiscal préférentiel avec le Luxembourg, similaire à ceux révélés par les divulgations de l'ICIJ fin 2014.

Au vu du montant total des redevances perçues par la société, les impôts déclarés de McD Europe Franchising Sàrl sont encore moins élevés. Les revenus imposables de la société sont diminués via quelques dépenses significatives qui représentent une grande partie de l'ensemble des redevances reçues. Les principales dépenses déclarées par la société sont les dépenses intragroupes, les charges de redevances et les frais de gestion, qui constituent en grande partie des paiements intersociétés³⁸. Ces types de paiements intersociétés font généralement l'objet d'arrangements fiscaux ou d'accords préalables en matière de prix de transfert³⁹. Outre un taux d'imposition faible et stable, la nature et l'ampleur de ces coûts peuvent également indiquer l'existence d'un rescrit fiscal ou d'un accord préalable en matière de prix de transfert avec le Luxembourg.

Recouvrement par la Commission européenne

Les institutions européennes jouent un rôle clé dans la lutte contre l'évasion fiscale en Europe. Le Parlement européen a le pouvoir de surveiller les comportements fiscaux des États membres et de solliciter une intervention de l'UE en faveur de plus de transparence et du respect des règles européennes relatives à la concurrence. La direction générale de la concurrence de la Commission européenne a le pouvoir d'enquêter et de réglementer les questions liées aux aides d'État. Conformément au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, toute aide, y compris les subventions consistant en des traitements fiscaux favorables, accordée par un membre de l'Union européenne et qui fausse la concurrence en favorisant des sociétés en particulier constitue une infraction aux règles du marché commun⁴⁰. Il existe certaines exemptions à cette règle pour le développement économique général, l'innovation, la recherche et le développement, la politique sociale ou environnementale et les activités au service de l'intérêt général. Aucune de ces exemptions ne semble toutefois s'appliquer à McDonald's⁴¹.

Comme mentionné ci-dessus, la Commission européenne enquête déjà sur les pratiques fiscales de certains pays (notamment le Luxembourg, l'Irlande, les Pays-Bas et la Belgique) et les régimes fiscaux de certaines sociétés (dont Apple, FIAT et Amazon)⁴². L'engagement de la Commission européenne à cet égard s'est avéré tangible et essentiel, mais il est possible d'en faire encore davantage pour contrer concrètement les systèmes d'évasion fiscale en Europe. Si la Commission estime qu'un État membre a octroyé une aide d'État anti-concurrentielle à des sociétés sous la forme d'accords fiscaux secrets, elle peut ordonner à l'État membre en question de recouvrer l'aide avec intérêts auprès de la société qui en a bénéficié. Si l'État membre refuse de se conformer à la décision de la Commission, cette dernière peut renvoyer l'affaire devant la Cour européenne de justice.

Au vu du faible taux d'imposition de McD Europe Franchising Sàrl et des niveaux élevés de dépenses intragroupes, il est probable que la société ait conclu un accord fiscal secret avec le Luxembourg. L'affaire de McDonald's devrait donc être incluse à la fois dans les enquêtes en cours lancées par la Commission européenne et dans l'analyse qui sera réalisée par la Commission spéciale du Parlement européen sur les rescrits fiscaux constituée le 12 février 2015. La Commission aurait ainsi le pouvoir de déterminer si l'accord éventuel offre un traitement spécial préférentiel à McD Europe Franchising Sàrl et donc si cet accord devrait être considéré comme une aide d'État anti-concurrentielle. Le cas échéant, la Commission pourrait ordonner au Luxembourg de cesser d'octroyer un traitement fiscal spécial à McDonald's et de recouvrer les impôts qui auraient dû être payés sur ces revenus au Luxembourg.

Selon l'hypothèse prudente que McD Europe Franchising Sàrl serait imposée selon le taux luxembourgeois « IP-Box » de 5,8 pour cent, la Commission pourrait ordonner au Luxembourg de recouvrer jusqu'à 194,0 millions d'euros d'impôts impayés pour la période 2009-2013⁴³. En raison du traitement fiscal avantageux des redevances au Luxembourg, ce montant ne représente qu'une partie des impôts que la société aurait payés en Europe si elle n'avait pas eu recours à cette structure luxembourgeoise.

Selon la Commission européenne, les régimes fiscaux spéciaux pour les droits de PI sont censés stimuler l'innovation et les investissements dans les nouvelles technologies. La Commission a récemment constaté que ces régimes ne généraient en réalité pas d'activités significatives supplémentaires dans le domaine de la recherche et du développement et qu'ils ne profitaient qu'aux sociétés très mobiles. Dans la mesure où McD Europe Franchising Sàrl ne déclare aucun coût d'investissement dans la recherche et le développement, les avantages dont elle bénéficie dans le cadre du système IP-Box pourraient également être remis en question dans le cadre des règles sur les aides d'État⁴⁴. Si le Luxembourg était tenu de recouvrer le montant total des impôts potentiellement impayés au plein taux d'imposition standard des sociétés, le montant total pourrait s'élever à 1 050,3 millions d'euros entre 2009 et 2013⁴⁵.

Tableau 2 : Revenus imposables et impôts dus maximums au Luxembourg pour McD Europe Franchising Sàrl 2009-2013, en millions d'euros⁴⁶

	2009	2010	2011	2012	2013	Chiffres cumulés
Revenus imposables potentiels maximums	584.1	664.9	775.4	800.1	819.4	3 643.9
Impôts potentiellement dus au Luxembourg si le taux IP-Box s'applique	30.6	34.2	41.1	43.5	44.6	194.0
Impôts potentiellement dus au Luxembourg si le plein temps d'imposition	167.0	190.1	223.3	230.4	239.4	1 050.3

Recouvrement par les différents pays

La Commission européenne est investie de pouvoirs en ce qui concerne les aides d'État, mais la plupart des pays européens disposent aussi de lois contre l'évasion et les abus afin de lutter contre l'évasion fiscale des sociétés⁴⁷. Ces règles ciblent la planification fiscale abusive qui permet l'évasion fiscale, même lorsque les avantages fiscaux sont issus de structures ou de transactions légales. Les autorités fiscales nationales peuvent enquêter sur les arrangements fiscaux dans le cadre de ces règles et déterminer si une structure ou une transaction est artificielle par nature et n'a pas d'autre but que de minimiser les impôts que doit payer une société. Elles peuvent également enquêter pour déterminer si une filiale étrangère exploite en réalité un établissement permanent dans un pays avec une activité dissimulée qui devrait être imposée. Si ces arrangements s'avèrent uniquement ou principalement motivés par des avantages fiscaux, les autorités peuvent annuler ces factures d'impôts et en émettre de nouvelles plus élevées sur cette base. Dans de nombreux cas, les autorités ont également le pouvoir de prélever des amendes considérables en plus du recouvrement des impôts impayés.

Tableau 3 : Ventes à l'enseigne, redevances estimées, impôts économisés estimés et amendes potentielles maximales de McDonald's, 2009-2013, en millions d'euros

	France	Royaume-Uni	Italie	Espagne
2009-2013 Ventes à l'enseigne	21 552.3 €	11 067.8 £	4 691.3 €	4 494.3 €
2009-2013 Redevances	1 077.6 € - 1 987.0 €	294.2 £	237.8 €	228.4 €
2009-2013 Estimation des impôts dus	386.2 € - 713.6 €	75.7 £	74.7 €	68.5 €
2009-2013 Amendes potentielles maximales	308.9 € - 570.9 €	Pas d'amende	149.3 €	102.8 €

Les chapitres suivants résument les opérations de McDonald's sur certains marchés clés, où les autorités fiscales nationales disposent de règles générales contre l'évasion et les abus fiscaux, qui pourraient être utilisées pour enquêter sur les obligations fiscales de McDonald's et éventuellement les réévaluer s'il s'avérait que McDonald's ne respecte pas le droit fiscal applicable.

France

La France est le plus grand marché de McDonald's en Europe pour les ventes à l'enseigne et elle fait partie des pays les plus rentables au monde pour McDonald's. De 2009 à 2013, McDonald's et ses franchisés ont enregistré 21,6 milliards d'euros de ventes en France⁴⁸. Comme mentionné précédemment, le gouvernement français a lancé une enquête fin 2013 sur l'évasion fiscale potentielle de McDonald's⁴⁹.

La filiale de McDonald's qui enregistre le plus gros chiffre d'affaires en France est McDonald's France SA. Lorsque McDonald's a restructuré ses opérations européennes en 2009, McDonald's France a vendu d'importants actifs de propriété intellectuelle à McD Europe Franchising Sàrl au Luxembourg. Après la transaction, la marge bénéficiaire de McDonald's France a rapidement dégringolé. L'impact sur les bénéfices de McDonald's France a été si important que malgré une augmentation de son chiffre d'affaires de 37 pour cent entre 2008, l'année précédant la restructuration, et 2013, ses bénéfices ont diminué de 14 pour cent au cours de la même période. Ce changement est dû à une augmentation significative des dépenses à la suite de la vente des actifs de propriété intellectuelle à McD Europe Franchising Sàrl⁵⁰.

Comme l'indiquent ces coûts revus à la hausse, entre 2009 et 2013, la société a effectué des paiements de redevances offshore qui pourraient s'élever à 1 987,0 millions d'euros et dont le montant minimum est de 1 077,6 millions d'euros. Le montant des impôts impayés que McDonald's pourrait devoir oscille entre 386,2 et 713,6 millions d'euros⁵¹. La France pourrait en outre prélever des pénalités supplémentaires de l'ordre de 308,9 à 570,9 millions d'euros⁵².

Italie

L'Italie est l'un des marchés de McDonald's qui a enregistré la croissance la plus rapide dans l'Union européenne au cours des dix dernières années. McDonald's dispose désormais de plus de 500 restaurants dans le pays et a enregistré plus de 1 milliard d'euros de ventes à l'enseigne en 2013⁵³.

McDonald's Development Italy, Inc., une société enregistrée aux États-Unis qui opère via une succursale en Italie, est la principale filiale opérationnelle de McDonald's en Italie. Cette société a révélé qu'elle avait payé des redevances équivalant à environ cinq pour cent des ventes à l'enseigne pour les restaurants de la société et les restaurants franchisés entre 2011 et 2013. Le montant total des redevances versées par McDonald's Development Italy, Inc. entre 2009 et 2013 est donc estimé à 237,8 millions d'euros⁵⁴.



L'impact sur les bénéfices de McDonald's France a été si important que malgré une augmentation de son chiffre d'affaires de 37 pour cent entre 2008, l'année précédant la restructuration, et 2013, ses bénéfices ont diminué de 14 pour cent au cours de la même période.

Si les redevances de la succursale de McDonald's en Italie sont reversées à McD Europe Franchising Sàrl, et si ces arrangements s'avèrent abusifs selon les principes généraux d'abus de droit énoncés par la Cour suprême italienne en 2008⁵⁵, McDonald's pourrait



Le paiement d'impôts sur le montant prélevé sous la forme de redevances aurait pour conséquence de multiplier au moins par deux la facture d'impôts de McDonald's Development Italy, Inc. pour la période 2011-2013.

devoir jusqu'à 74,4 millions d'euros d'impôts impayés pour la période qui s'étale de 2009 à 2013⁵⁶. Le paiement d'impôts sur le montant prélevé sous la forme de redevances aurait pour conséquence de multiplier au moins par deux la facture d'impôts de McDonald's Development Italy, Inc. pour la période 2011-2013⁵⁷. En plus de recouvrer les impôts impayés, l'Italie pourrait imposer des pénalités de l'ordre de 200 pour cent. Dans le cas de McDonald's, ces pénalités supplémentaires pourraient s'élever à 149,3 millions d'euros⁵⁸.

Espagne

McDonald's a ouvert son premier restaurant en Espagne il y a plus de trente ans et compte désormais plus de 480 restaurants à travers le pays⁵⁹. En 2013, McDonald's et ses franchisés ont enregistré 977,6 millions d'euros de ventes à l'enseigne dans le pays.

McDonald's Sistemas de España, Inc., une société enregistrée aux États-Unis qui opère via une succursale en Espagne, est la principale filiale opérationnelle de McDonald's en Espagne. La société a révélé qu'entre 2009 et 2013, elle avait versé des redevances équivalant à un taux de cinq pour cent des ventes à l'enseigne pour les restaurants de la société et des franchisés chaque année. Sur la base de ces révélations, les versements de redevances effectués par McDonald's Sistemas de España, Inc. entre 2009 et 2013 se sont élevés à 228,4 millions d'euros. La filiale espagnole précise par ailleurs que ces redevances sont versées à McDonald's Corporation⁶⁰.

McD Europe Franchising Sàrl indique quant à elle que son chiffre d'affaires repose sur les redevances générées à partir de ses opérations européennes et qu'elle a le droit d'utiliser et de développer l'enseigne McDonald's en Europe⁶¹. Si les redevances en provenance de l'Espagne sont effectivement transférées à McD Europe Franchising Sàrl, et si les autorités fiscales espagnoles découvrent que ces versements de redevances s'apparentent à de l'évasion fiscale en vertu de la règle générale anti-abus du Code fiscal⁶² du pays, McDonald's pourrait devoir rembourser jusqu'à 68,5 millions d'euros d'impôts impayés pour cette période de cinq ans⁶³. De plus, l'Espagne pourrait prélever des pénalités de 150 pour cent, soit 102,8 millions d'euros, s'il s'avérait que la société luxembourgeoise exploitait en réalité un établissement permanent en Espagne avec une activité dissimulée qui devrait être imposée⁶⁴. Par comparaison, en 2013, McDonald's Sistemas de España a déclaré des revenus imposables négatifs et n'a donc pas dû payer d'impôt des sociétés pour cette année-là⁶⁵.

Royaume-Uni

En 2013, McDonald's et ses franchisés ont enregistré 2 335,5 millions de livres sterling de ventes à l'enseigne au Royaume-Uni. McDonald's a ouvert son premier restaurant au Royaume-Uni il y a plus de cinquante ans et en compte désormais plus de 1 200⁶⁶.

McDonald's Restaurants Ltd., située au Royaume-Uni, est la principale filiale de McDonald's dans le pays. La société a révélé qu'entre 2009 et 2013, elle avait versé 294,2 millions de livres de droits de franchise à l'étranger⁶⁷. Si ces droits de franchise étaient soumis à l'impôt au Royaume-Uni, au taux habituel d'imposition des sociétés, McDonald's devrait payer 75,7 millions de livres d'impôts supplémentaires pour cette période de cinq ans⁶⁸.

Le Royaume-Uni a également été particulièrement touché par la décision de la direction de McDonald's de déplacer son siège européen en Suisse en 2009. Comme expliqué précédemment, ce changement s'est opéré dans le contexte d'une tendance à l'abandon de Londres au profit de Genève, selon toute vraisemblance pour bénéficier de taux d'imposition plus faibles⁶⁹.

Si McDonald's avait conservé son siège européen à Londres et payé l'impôt britannique sur les redevances perçues auprès de ses filiales européennes⁷⁰, les redevances qui ont depuis été reçues par McD Europe Franchising Sàrl auraient été soumises à un taux d'imposition bien plus élevé. Si toutes les redevances effectivement perçues par McD Europe Franchising Sàrl entre 2009 et 2013 étaient imposées au Royaume-Uni, McDonald's aurait dû payer jusqu'à 818,7 millions de livres d'impôts⁷¹.

Bien qu'il soit peu probable que McDonald's ait dû payer ce montant si elle avait conservé son siège européen à Londres, ces calculs illustrent l'ampleur potentielle de l'impact de la décision de McDonald's de transférer son siège en Suisse sur les finances d'un pays qui constitue l'un de ses principaux marchés et le pays d'accueil de son ancien siège européen.

Conclusion

McDonald's est structurée de sorte à prélever des milliards d'euros de redevances à partir de ses opérations européennes. McDonald's a procédé à une optimisation agressive et potentiellement abusive de sa structure, ce qui semble lui avoir permis d'éviter de payer des montants élevés d'impôts sur le continent. Sur la base des redevances perçues par McD Europe Franchising Sàrl, cette structure pourrait coûter aux gouvernements européens plus de 1 milliard d'euros de recettes fiscales perdues entre 2009 et 2013, si l'on prend en considération le fait que ces redevances auraient pu être imposées selon les taux standard d'imposition des entreprises dans le pays où elles ont été générées.

Au vu de l'ampleur et de la gravité de l'évasion fiscale potentielle identifiée dans le présent rapport, la légalité du système fiscal de McDonald's devrait être remise en question par les autorités compétentes au niveau national et européen. Les dirigeants politiques devraient faire preuve de la volonté nécessaire pour ce faire et investir dans les administrations fiscales, afin de leur fournir les ressources humaines et matérielles suffisantes.

1. La légalité du système fiscal de McDonald's devrait être remise en question

Le système fiscal de McDonald's devrait être inclus dans le champ de l'enquête en cours lancée par la Commission européenne, afin de déterminer la cause de ce taux d'imposition extrêmement bas et de déterminer si des aides d'État anti-concurrentielles ont été octroyées à la société. Une telle enquête constituerait le moyen le plus aisé de déterminer si une aide d'État a été octroyée sans que les règles du marché commun ne soient respectées. Le cas échéant, le Luxembourg devrait être tenu de recouvrer les fonds.

2. Les autorités fiscales des pays européens devraient enquêter sur les arrangements fiscaux de McDonald's

Les États membres qui disposent de règles anti-évasion et anti-abus devraient enquêter sur McDonald's concernant l'optimisation abusive de sa structure de société dont l'objectif serait d'éviter de payer des impôts dans ces pays. S'il s'avère que McDonald's enfreint les règles anti-évasion fiscale, les pays concernés devraient poursuivre McDonald's afin de recouvrer le montant total des impôts dus. Au vu de l'ampleur, du caractère flagrant et du motif manifeste des pratiques d'évasion identifiées dans le présent rapport, les autorités fiscales en mesure d'identifier des pratiques d'évasion fiscale illégales devraient imposer les amendes maximales prévues dans leur législation nationale.

3. Les pays européens devraient divulguer leurs rescrits fiscaux secrets

Tous les pays de l'Union européenne devraient immédiatement divulguer les rescrits fiscaux secrets avec les sociétés transnationales, y compris McDonald's. Ces rescrits permettent aux entreprises d'éviter de payer des milliards d'euros d'impôts chaque année. Une transparence totale permettrait de mener un débat honnête et public quant au caractère approprié des allègements fiscaux considérables qu'offrent ces arrangements aux sociétés transnationales, tout en obligeant les gouvernements à prendre leurs responsabilités quant aux décisions relatives à la fiscalité et aux aides d'État. Un registre européen des rescrits fiscaux pourrait notamment être créé. Des mesures concrètes devraient être proposées par la nouvelle Commission spéciale du Parlement européen sur les rescrits fiscaux.

4. McDonald's devrait divulguer l'ensemble de sa stratégie d'optimisation fiscale

McDonald's devrait immédiatement révéler le contenu de ses livres de compte en Europe. La société devrait justifier la manière dont elle a structuré ses affaires pour minimiser les impôts qu'elle paie sur les grands marchés européens. Plus spécifiquement, elle devrait révéler le montant et les destinataires de tous les paiements effectués par ses filiales dans les pays européens au profit d'autres parties. Elle devrait également identifier les raisons commerciales de ces paiements. Enfin, McDonald's devrait divulguer tous les impôts versés pour ces paiements dans le pays d'origine ou de destination.

5. Des rapports par pays devraient être obligatoires

Comme l'a réclamé le Parlement européen, toutes les sociétés transnationales devraient être tenues de communiquer des informations financières importantes, telles que leur chiffre d'affaires, leur nombre d'employés, leurs pertes ou profits avant impôt, leurs charges d'impôt, les impôts versés en espèces et les subventions publiques dont elles bénéficient dans chacun des pays où elles opèrent. Ces informations sont essentielles pour aider les administrations fiscales à enquêter sur les affaires complexes. Elles sont également cruciales pour les syndicats et les organisations de la société civile, afin qu'ils puissent prévoir les répercussions sociales des pratiques des entreprises.

6. Un registre public des structures des sociétés

Comme le révèle le présent rapport, la structure de McDonald's n'est pas suffisamment transparente. Plus tôt cette année, le Conseil de l'UE a décidé, dans le cadre de la directive révisée contre le blanchiment d'argent, de créer des registres publics nationaux sur la propriété et le contrôle des sociétés. Il s'agit d'un autre outil qui facilitera le travail des autorités fiscales dans les affaires de fraude ou d'évasion fiscale. Il est essentiel que tous les États membres de l'UE créent de tels registres et qu'ils les mettent à la disposition du public.

Notes de fin de document

- ¹ Site Internet de McDonald's Corporation, "Our Story" (consulté le 4 fév. 2015) http://www.mcdonalds.com/us/en/our_story.html
- ² Ruth Alexander, « Which is the world's biggest employer? » 19 mars 2012 <http://www.bbc.com/news/magazine-17429786>
- ³ McDonald's Europe, « A Quick Snapshot » (consulté le 4 fév 2015) <http://www.mcdpressoffice.eu/aboutus.php>
- ⁴ McDonald's communique les ventes des franchisés et de la société par région dans son rapport annuel. McDonald's Corporation, Rapport annuel 2013, Form 10-K, 24 fév. 2014, pp.15-16 ; McDonald's communique ses recettes en dollars américains. Lorsque des chiffres en dollars américains ont été convertis en d'autres devises, ces chiffres ont été convertis à l'aide des taux de change moyens annuels, tels que fournis par l'Internal Revenue Service des États-Unis. Les taux de change EUR-USD utilisés dans le présent rapport sont les suivants : 2014 : 0,784 ; 2013 : 0,783 ; 2012 : 0,809 ; 2011 : 0,748 ; 2010 : 0,785 ; 2009 : 0,748 ; et 2008 : 0,711. Les tables de l'IRS sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Yearly-Average-Currency-Exchange-Rates> (consultées le 4 fév. 2015) ; et <https://web.archive.org/web/20140331061456/http://www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Yearly-Average-Currency-Exchange-Rates> (archivé le 31 mars 2014)
- ⁵ McDonald's Corporation, Rapport annuel 2013, Form 10-K, 24 fév. 2014, p.18
- ⁶ Selon McDonald's, les ventes à l'enseigne en Europe étaient de 21 706 millions \$ en 2008 et de 25 875 millions \$ en 2013. McDonald's Corporation, Rapport annuel 2010, 25 fév. 2011, pp.15-16 ; et Rapport annuel 2013, 24 fév. 2014, pp.15-16
- ⁷ « The euro zone: The world's biggest economic problem », *The Economist*, 25 oct. 2014 <http://www.economist.com/news/leaders/21627620-deflation-euro-zone-all-too-close-and-extremely-dangerous-worlds-biggest-economic> ; Joseph Stiglitz, « Europe's economic madness cannot continue », *The Guardian*, 9 jan. 2015 <http://www.theguardian.com/business/2015/jan/09/europe-economic-madness-cannot-continue-greece-elections> ; et Commission européenne, « Unemployment statistics », Eurostat (consulté le 3 fév. 2015) http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics
- ⁸ Ian Traynor, « Austerity pushing Europe into social and economic decline » *The Guardian*, 10 oct. 2013 <http://www.theguardian.com/world/2013/oct/10/austerity-europe-debt-red-cross> ; Paul Krugman, « Europe's Austerity Madness », *The New York Times*, 27 sept. 2012 <http://www.nytimes.com/2012/09/28/opinion/krugman-europes-austerity-madness.html>
- ⁹ Leslie Wayne, et al., « Leaked Documents Expose Global Companies' Secret Tax Deals in Luxembourg », *The International Consortium of Investigative Journalists*, 5 nov. 2014 <http://www.icij.org/project/luxembourg-leaks/leaked-documents-expose-global-companies-secret-tax-deals-luxembourg>
- ¹⁰ Commission européenne, « Aide d'Etat SA.38375 (2014/C) (ex 2014/NN) (ex 2014/CP) – Luxembourg, Aide présumée en faveur de FFT », 11 juin 2014 http://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/253203/253203_1582635_49_2.pdf
- ¹¹ James Kanter et Mark Scott, « Amazon's Tax Deal with Luxembourg May Break Rules, E.U. Regulator Says », *The New York Times*, 16 jan. 2015 <http://www.nytimes.com/2015/01/17/business/amazon-luxembourg-european-commission.html>
- ¹² Commission européenne, « Aides d'État: la Commission étend à l'ensemble des États membres la collecte de renseignements sur les pratiques en matière de rulings fiscaux », 17 déc. 2014 http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-2742_fr.htm
- ¹³ Emmanuel Paquette, « McDonald's dans le viseur du fisc français pour une évvasion de 2,2 milliards d'euros », *L'Express*, 21 jan. 2014 http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/mcdonalds-dans-le-viseur-du-fisc-francais-pour-une-evasion-de-2-2-milliards-d-euros_424781.html
- ¹⁴ Gaspard Sebag et Aoife White, « Gibraltar Sees Spanish Bias as EU's Almunia Probes Tax », *Bloomberg*, 1er oct. 2014 <http://www.bloomberg.com/news/2014-10-01/gibraltar-tax-practices-come-under-eu-scrutiny-amid-apple-probe.html>
- ¹⁵ Après la publication des résultats de McDonald's pour le troisième trimestre 2014, le directeur financier de la société, Pete Benson a indiqué qu'une augmentation des provisions d'impôts pour 2003-2008 résultant d'une décision d'un tribunal fiscal inférieur dans une juridiction fiscale étrangère, ainsi que du contrôle de

progressivité dans d'autres juridictions fiscales étrangères, avait affecté les recettes d'environ 260 millions \$. « McDonald's (MCD) CEO Don Thompson on Q3 2014 Results - Earnings Call Transcript », 21 oct. 2014 <http://seekingalpha.com/article/2580575-mcdonalds-mcd-ceo-don-thompson-on-q3-2014-results-earnings-call-transcript?part=single> ; voir la note 4 pour la méthode utilisée pour les conversions.

¹⁶ McDonald's Europe, « A Quick Snapshot » (consulté le 4 fév 2015) <http://www.mcdpressooffice.eu/aboutus.php>
¹⁷ European Franchise Association, « European Code of Ethics for Franchising » (consulté le 4 fév. 2015) <http://www.eff-franchise.com/spip.php?rubrique13>

¹⁸ Voir McDonald's France SA, « La Franchise McDonald's: Bien Plus Qu'un Simple Contrat », p.6, et le site Internet de McDonald's Italy Corporate, « Il Franchising » <http://www.mcdonalds.it/azienda/il-franchising>

¹⁹ Par exemple, le rapport annuel 2012 de McDonald's Nederland B.V., p. 19, mentionne 3 601 000 € de redevances pour les restaurants de McOpCo (exploitée par la société).

²⁰ McDonald's USA LLC, Franchise Disclosure Document, 1er mai 2014, p.13

²¹ Les versements de redevances indiqués par les filiales de McDonald's en Italie, en Espagne et aux Pays-Bas ont été divisés par les chiffres des ventes à l'enseigne pour ces pays, afin d'estimer le taux de redevance. Dans chaque pays, le montant payé par la filiale était équivalent à environ cinq pour cent des ventes à l'enseigne. Rapport annuel 2012 de McDonald's Nederland B.V. ; comptes annuels 2012 de McDonald's Development Italy, Inc., p.12 ; rapport annuel 2013 de McDonald's Development Italy, Inc., p.13 ; comptes annuels 2010 de McDonald's Sistemas de España, Inc., Note 18 ; comptes annuels 2011, 2012 et 2013 de McDonald's Sistemas de España, Inc., Note 19. L'ensemble des chiffres relatifs aux ventes à l'enseigne dans ce rapport sont tirés d'Euromonitor International, Passport, Brand shares (par nom de marque international), historic, Foodservice Value RSP, sauf mention contraire.

²² Jane G. Gravelle, « Tax Havens: International Tax Avoidance and Evasion », *Congressional Research Service*, 23 jan. 2009, pp.9-10 <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R40623.pdf>

²³ Peter R. Merrill, James R. Shanahan Jr., et al., « Is It Time for the United States to Consider the Patent Box? » Tax Analysis 2012 http://www.pwc.com/en_US/us/washington-national-tax/assets/Merrill0326.pdf, p. 1667

²⁴ W. Wesley Hill et J. Sims Rhyne III, « Opening Pandora's Patent Box », *IDEA The Intellectual Property Law Review*, Vol 53, num. 3, p. 391, Note 159 <http://law.unh.edu/assets/images/uploads/publications/idea-vol53-no3-hill-rhyne.pdf>

²⁵ Simon Bowers, « Luxembourg tax files: how Juncker's duchy accommodated Skype and the Koch empire », *The Guardian*, 10 déc. 2014 <http://www.theguardian.com/business/2014/dec/09/-sp-luxemb-bourg-tax-files-how-junckers-duchy-accommodated-skype-and-the-koch-empire>

²⁶ Leslie Wayne, et al., « Leaked Documents Expose Global Companies' Secret Tax Deals in Luxembourg »

²⁷ Commission européenne, « Aide d'Etat SA.38375 (2014/C) (ex 2014/NN) (ex 2014/CP) – Luxembourg, Aide présumée en faveur de FFT »

²⁸ McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2013, compte de résultats combinés, Note 1, p.11; et Note 10, p.15

²⁹ Dow Jones, « McDonald's European HQ moving from London to Geneva », *Chicago Tribune*, 11 juil. 2009 http://articles.chicagotribune.com/2009-07-13/news/0907120670_1_move-london-krah-foods ; Julia Kollwe, « McDonald's to move European head office to Switzerland », *The Guardian*, 13 juil. 2009 <http://www.theguardian.com/business/2009/jul/13/mcdonalds-headquarters-move-geneva>

³⁰ Rapport annuel 2008 de McDonald's Corporation, Form 10-K, 25 fév. 2009, p.29; et rapport annuel 2013 de McDonald's Corporation, Form 10-K, 24 fév. 2014, p.23

³¹ Jesse Drucker, « Dodging Repatriation Tax Lets U.S. Companies Bring Home Cash », *Bloomberg*, 29 déc. 2010 <http://www.bloomberg.com/news/articles/2010-12-29/dodging-repatriation-tax-lets-u-s-companies-bring-home-cash>

³² Chiffre d'affaires net cumulé pour McD Europe Franchising Sàrl en euros pour la période 2009-2013. McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2010-2013, compte de résultats combinés

³³ McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2013, compte de résultats combinés, Note 13, p.15

³⁴ Le montant total des impôts économisés dans les pays où opère McDonald's via l'utilisation de McD Europe Franchising Sàrl a été estimé en multipliant le chiffre d'affaires annuel de McD Europe Franchising Sàrl par le taux d'imposition moyen pondéré de 28,6 pour cent pour l'Europe. Cette moyenne pondérée a été pondérée

selon les ventes à l'enseigne de McDonald's dans dix marchés : France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pays-Bas, Suède, Autriche, Pologne et Danemark. Il s'agit des dix principaux marchés de McDonald's dans l'Union européenne ; ils représentent près de 80 pour cent des ventes à l'enseigne en Europe en 2013. Tous les taux d'imposition standard mentionnés dans le présent rapport sont tirés de KPMG « Corporate tax rates table » (consulté le 6 fév. 2015) <http://www.kpmg.com/global/en/services/tax/tax-tools-and-resources/pages/corporate-tax-rates-table.aspx>, sauf mention contraire.

35 McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2010-2013, compte de résultats combinés, voir Note 34 pour la méthodologie fiscale.

36 Les revenus avant impôt de McD Europe Franchising Sàrl ont été calculés en ajoutant les charges fiscales aux bénéfiques pour l'exercice financier. Le taux d'imposition effectif de McD Europe Franchising Sàrl a été calculé en divisant les impôts sur le revenu communiqués dans le compte de résultats combinés par les revenus avant impôt. McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2010-2013, compte de résultats combinés

37 Le taux d'imposition effectif de McD Europe Franchising Sàrl a été calculé en divisant les impôts sur le revenu communiqués dans le compte de résultats combinés par les revenus avant impôt. McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2013, compte de résultats combinés

38 McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2013, Note 9, p.15

39 Price Waterhouse Coopers, « Transfer pricing: Advance pricing agreements », (consulté le 12 fév. 2015) <http://www.pwc.com/gx/en/tax/transfer-pricing/advance-pricing-agreements.jhtml>

40 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, article 107(1), <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:12012E/TXT>

41 Commission européenne, « State Aid Overview » (consulté le 13 fév. 2015) http://ec.europa.eu/competition/state_aid/overview/index_en.html ; Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, article 107(1), <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:12012E/TXT>

42 Commission européenne, « Aides d'État: la Commission enquête sur des accords sur les prix de transfert dans le cadre de l'impôt sur les sociétés applicable à Apple (Irlande), Starbucks (Pays-Bas) et Fiat Finance and Trade (Luxembourg) », 11 juin 2014 http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-663_fr.htm ; Commission européenne, « Aide d'État SA.38944 (2014/C) – Luxembourg Alleged aid to Amazon by way of a tax ruling », 7 oct. 2014 http://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/253203/253203_1582635_49_2.pdf ; Commission européenne, « Aides d'État: la Commission ouvre une enquête approfondie sur le système belge des décisions fiscales anticipées relatives aux bénéfiques excédentaires », 3 fév. 2015 http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4080_fr.htm

43 Estimation réalisée en additionnant les revenus avant impôt, les autres charges externes et la dépréciation associée à la propriété intellectuelle pour 2009-2013 de McD Europe Franchising Sàrl, puis en multipliant ce chiffre par le taux IP-Box luxembourgeois de 5,8 pour cent. Il s'agit du montant maximum potentiellement dû ; le montant réel pourrait être moins élevé. Les « autres charges externes » comprennent les dépenses intragroupes, les dépenses liées aux redevances et les frais de gestion. La déductibilité de ces dépenses intragroupes est souvent soumise à des rescrits fiscaux ou à des accords préalables en matière de prix de transfert. Ceci suppose qu'une enquête révèle que bon nombre des coûts de McD Europe Franchising Sàrl, en particulier ses redevances et ses arrangements en matière de partage des coûts, ne sont pas déductibles fiscalement. Il est probable que certains coûts demeurent déductibles et que le montant final d'impôts recouvrables soit moins élevé. McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2010-2013, compte de résultats combinés ; taux IP-Box tiré de Peter R. Merrill, James R. Shanahan Jr., et al., « Is It Time for the United States to Consider the Patent Box? », p. 1667

44 Commission européenne, « Aides d'État: la Commission enjoint au Luxembourg de fournir des informations sur ses pratiques fiscales », 24 mars 2014 http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-309_fr.htm

45 Estimation réalisée en additionnant les revenus avant impôt, les autres charges externes et la dépréciation associée à la propriété intellectuelle pour 2009-2013 de McD Europe Franchising Sàrl, puis en multipliant ce chiffre par le plein taux d'imposition des sociétés au Luxembourg. Le taux d'imposition luxembourgeois était légèrement différent pour certaines années de cette période.

46 McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2010-2013, compte de résultats combinés ; voir Note 43 pour la méthodologie utilisée pour calculer le montant estimé des impôts selon le taux IP-Box ; voir la Note 45 pour la

méthodologie utilisée pour calculer le montant estimé des impôts selon le plein taux d'imposition des sociétés
47 Commission européenne, direction générale de la fiscalité et de l'union douanière, Platform for Tax Good
Governance, « Discussion paper on General Anti-Abuse Rules (GAAR) », réunion du 19 déc. 2014
[http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation_gen_info_good_governance_matters/
platform/meeting_20141219/discussion_paper_gaar.pdf](http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation_gen_info_good_governance_matters/platform/meeting_20141219/discussion_paper_gaar.pdf)

48 Lucy Fancourt, Bredesen Lewis et Nicholas Majka, « Born in the USA, Made in France: How McDon- ald's
Succeeds in the Land of Michelin Stars », *Knowledge@Wharton*, 3 jan. 2012 [http://knowledge.wharton.upenn.
edu/article/born-in-the-usa-made-in-france-how-mcdonalds-succeeds-in-the-land-of-michelin-stars/](http://knowledge.wharton.upenn.edu/article/born-in-the-usa-made-in-france-how-mcdonalds-succeeds-in-the-land-of-michelin-stars/)

49 Emmanuel Paquette, « McDonald's dans le viseur du fisc français pour une évasion de 2,2 milliards d'euros »
50 McDonald's France a indiqué un chiffre d'affaires net de 637,2 millions d'euros et un bénéfice de 310,2 millions
d'euros en 2008. En 2013, McDonald's France a indiqué un chiffre d'affaires net de 875,4 millions d'euros et
un bénéfice de 265,6 millions d'euros. La marge bénéficiaire de McDonald's France a été calculée en divisant
le montant des profits (pertes) pour chaque année par le chiffre d'affaires net de l'année en question. Via
la création de la structure luxembourgeoise, McDonald's France a vendu d'importants actifs de propriété
intellectuelle à McD Europe Franchising Sàrl. Dans le sillage de cette transaction, les comptes annuels de
McDonald's France SA révèlent une augmentation significative des dépenses. La catégorie des dépenses qui
a le plus augmenté en pourcentage du chiffre d'affaires pour McDonald's France était celle intitulée « autres
charges ». Le montant cumulé des « autres charges » entre 2009 et 2013 est considéré comme le montant
maximum possible pour le paiement de redevances à l'étranger. Sans autre information, le montant exact ne
peut être déterminé et le montant réel pourrait être inférieur au total des « autres charges ». McDonald's France
SA, comptes annuels 2008-2013, Compte de Résultat

51 Voir la Note 50 pour la méthodologie utilisée pour calculer le montant potentiel maximum des redevances. Si
McDonald's France ne paie que les cinq pour cent de redevance observés dans les autres marchés, le montant
total des redevances est estimé à 1 077,6 millions d'euros. Ce chiffre a été obtenu en multipliant les ventes à
l'enseigne cumulées, telles que communiquées dans Euromoniteur, par cinq pour cent. Les « autres charges »
et les redevances minimums pour 2009-2013 ont été multipliées par le plein taux d'imposition des sociétés en
France pour chaque année, y compris les majorations sociales et temporaires : 2013, 38,00 pour cent ; 2012,
36,10 pour cent ; 2011, 36,10 pour cent ; 2010, 34,43 pour cent ; et 2009, 34,43 pour cent. Eversheds LLP, «
Significant recent changes in tax law: France », 28 fév. 2014 [http://www.eversheds.com/global/en/what/articles/
index.page?ArticleID=en/Tax_planning_and_consultancy/Significant_recent_changes_in_tax_law_France](http://www.eversheds.com/global/en/what/articles/index.page?ArticleID=en/Tax_planning_and_consultancy/Significant_recent_changes_in_tax_law_France)

52 Le montant estimé des impôts dus a été multiplié par la pénalité maximale permise en France, à savoir 80 pour
cent. Taux de pénalité tiré de Ernst and Young, « GAAR Rising: Mapping tax Enforcement's evolution », fév. 2013
p.47 [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/GAA_rising/\\$FILE/GAAR_rising
_1%20Feb_2013.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/GAA_rising/$FILE/GAAR_rising_1%20Feb_2013.pdf)

53 Site Internet de McDonald's Corporation, "Our Story" (consulté le 4 fév. 2015) [http://www.mcdonalds.com/us/
en/our_story.html](http://www.mcdonalds.com/us/en/our_story.html)

54 McDonald's Development Italy, Inc. indique le paiement de redevances dans ses comptes annuels 2012 et 2013
pour les années 2011, 2012 et 2013. Pour 2009 et 2010, les redevances sont estimées en multipliant le montant
des ventes à l'enseigne tiré d'Euromonitor par une redevance de cinq pour cent. McDonald's Development
Italy, Inc., comptes annuels 2012, p.12; McDonald's Development Italy, Inc., rapport annuel 2013, p.13

55 Décision de la Cour suprême italienne n° 30055 du 23 déc. 2008, mentionnée dans Ernst & Young, « GAAR
rising: Mapping tax enforcement's evolution », fév. 2013, pp.56-57

56 Le montant total des redevances payées pour 2009-2013 a été multiplié par le taux standard d'imposition des
sociétés en Italie, à savoir 31,4 pour cent. Ceci inclut à la fois les impôts nationaux et régionaux.

57 McDonald's Development Italy, Inc., comptes annuels 2013

58 Le montant estimé des impôts dus a été multiplié par la pénalité maximale permise en Italie, à savoir 200 pour
cent. Taux de pénalité tiré de Price Waterhouse Coopers, « Italy Corporate- Tax Administration », 1er juin 2014
<http://taxsummaries.pwc.com/uk/taxsummaries/wwts.nsf/ID/JDCN-89HSQM>

59 McDonald's Europe, « A Quick Snapshot » (consulté le 4 fév 2015) <http://www.mcdpressoffice.eu/aboutus.php>

60 McDonald's Sistemas de España, Inc. indique le paiement de redevances dans ses déclarations pour les années

2009-2013. McDonald's Sistemas de España, Inc., comptes annuels 2010, Note 18 ; comptes annuels 2011, 2012, Note 19 ; et comptes annuels 2013, Note 19, Note 25.1

⁶¹ McD Europe Franchising Sàrl, comptes annuels 2013, Note 1, Note 11

⁶² Clifford Chance, « Tackling tax avoidance: a comparative study of general anti-abuse rules across Europe » (juin 2013) http://www.cliffordchance.com/briefings/2013/06/tackling_tax_avoidance_a_comparativestudyo.html pp. 15-16; Article 15-16, Ley 58/2003, de 17 de diciembre, General Tributaria http://noticias.juridicas.com/base_datos/Fiscal/l58-2003.t1.html#a15

⁶³ Le montant total des redevances payées pour 2009-2013 a été multiplié par le taux standard d'imposition des sociétés en Espagne, à savoir 30 pour cent.

⁶⁴ Le montant estimé des impôts dus a été multiplié par la pénalité maximale permise en Espagne, à savoir 150 pour cent. Taux de pénalité tirés de Deloitte International Tax, « Spain highlights 2014 » (consulté le 8 jan. 2015) <http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/global/Documents/Tax/dttl-tax-spain-highlights-2014.pdf>

⁶⁵ McDonald's Sistemas de España, Inc., comptes annuels 2013, Cuenta de Pérdidas y Ganancias Normal

⁶⁶ McDonald's Europe, « A Quick Snapshot » (consulté le 4 fév 2015) <http://www.mcdpressoffice.eu/aboutus.php>

⁶⁷ McDonald's Restaurants Ltd., comptes annuels 2009-2013, compte de résultats combinés

⁶⁸ Le montant total des droits de franchise payés pour 2009-2013 a été multiplié par le taux standard d'imposition des sociétés au Royaume-Uni, à savoir 28 pour cent pour 2009, 28 pour cent pour 2010, 26,5 pour cent pour 2011, 24,5 pour cent pour 2012 et 23,25 pour cent pour 2013.

⁶⁹ Julia Kollwe, « McDonald's to move European head office to Switzerland ». Cette décision est survenue tout de suite après et aurait été motivée par l'évolution du droit fiscal britannique qui a soumis certaines recettes des sociétés étrangères contrôlées par des sociétés britanniques à l'imposition au Royaume-Uni. Voir Blundell Rosemary, « UK: Controlled Foreign Companies ». *Mondaq*, 21 juil. 2009. Consulté le 5 fév. 2015 à l'adresse <http://www.mondaq.com/x/82882/Corporate+Tax/Controlled+Foreign+Companies>

⁷⁰ Il semblerait qu'il s'agisse de la finalité de la législation sur les sociétés étrangères contrôlées par des sociétés britanniques adoptée au Royaume-Uni. Voir Blundell, Rosemary. « UK: Controlled Foreign Companies ». *Mondaq*, 21 juil. 2009. Consulté le 5 fév. 2015

⁷¹ Voir Note 4 pour la méthodologie de conversion des devises. Le chiffre d'affaires communiqué par McD Europe Franchising Sàrl a été multiplié par le taux standard d'imposition des sociétés au Royaume-Uni pour l'année en question. Voir Note 68 pour les taux d'imposition annuels.



L'évitement fiscal au menu de McDonald's